

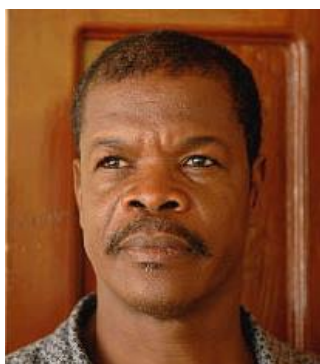


CAS D'APPEL

AMNESTY
INTERNATIONAL

HAÏTI

PIERRE-ANTOINE LOVINSKY EST TOUJOURS PORTÉ DISPARU



© Darren Ell

Pierre-Antoine Lovinsky

Âge : cinquante-deux ans

**Défenseur des droits
humains et coordonnateur
national de la Fondation du
30 septembre**

28 janvier 2008
Index AI : AMR 36/003/2008

Amnesty International
Secrétariat International
Peter Benenson House
1 Easton Street, Londres, WC1X 0DW
Royaume-Uni

Traduction en langue française :
Les Éditions francophones
d'Amnesty International - ÉFAL

On n'est toujours sans nouvelles de Pierre-Antoine Lovinsky, défenseur des droits humains et ancien coordonnateur de la Fondation du 30 septembre, depuis sa disparition le 12 août 2007.

Il aurait été enlevé après avoir pris congé d'une délégation américaine et canadienne de militants de droits humains qu'il avait accompagnés lors de leur visite à Haïti.

Le véhicule qu'il conduisait a été retrouvé le lendemain dans le quartier Delmas 10, à Port-au-Prince.

Pierre-Antoine Lovinsky est co-fondateur et coordonnateur national de la Fondation du 30 septembre, un mouvement associatif local regroupant des victimes et des familles de victimes du gouvernement militaire au pouvoir de 1991 à 1994.

Le nom de la Fondation renvoie au coup d'État militaire du 30 septembre 1991 qui a chassé du pouvoir le Président Jean-Bertrand Aristide. Au moins 5 000 personnes, pour la plupart des partisans d'Aristide et de la démocratie, ont été tués sous le régime militaire, de septembre 1991 à octobre 1994.

Depuis sa création en 1996, les membres de la Fondation organisent chaque semaine des défilés de protestation dans le centre de Port-au-Prince et dans d'autres villes haïtiennes. Ils demandent qu'il soit mis fin à l'impunité dont bénéficient les auteurs des violations commises dans le passé et que des réparations soient accordées aux victimes et aux familles des victimes du coup d'État militaire.

La Fondation milite également pour une suppression totale de l'armée, ce qui implique une modification de la Constitution. Pierre-Antoine Lovinsky a joué un rôle essentiel dans l'organisation d'une exposition itinérante de photos de victimes d'atteintes aux droits humains en Haïti, au cours de laquelle des milliers de signatures ont été recueillies pour la pétition de la Fondation demandant une réforme constitutionnelle.

Ses ravisseurs auraient tenté de faire passer son enlèvement pour un kidnapping avec demande de rançon. Ainsi, le mardi 14 août, ils sont entrés en relation avec la famille de Pierre-Antoine Lovinsky pour réclamer une rançon de 300 000 dollars américains (environ 206 000 euros). Toutefois, ils ne l'ont pas recontactée depuis.

Quelques jours avant son enlèvement, Pierre-Antoine Lovinsky avait annoncé son intention de se porter candidat aux élections sénatoriales, initialement prévues pour décembre 2007, sous la bannière du parti Fanni Lavalas (FL, Famille Lavalas), le parti de Jean-Bertrand Aristide.

Une enquête aurait été lancée par la brigade chargée de lutter contre les

Quelque part, quelqu'un sait forcément
ce qui est arrivé à Pierre-Antoine Lovinsky.
Quelqu'un est responsable.

AGISSEZ !

- Exhortez les autorités haïtiennes à prendre sans délai toutes les mesures nécessaires afin de déterminer le lieu où se trouve Pierre-Antoine Lovinsky ;
- demandez qu'une enquête exhaustive, indépendante et impartiale soit menée sur l'enlèvement de Pierre-Antoine Lovinsky, que les conclusions soient rendues publiques et que les auteurs présumés soient déférés à la justice.

APPELS À :

Président de la République :

René Garcia Préval
Président de la République
Palais National
Champ de Mars
Port-au-Prince, Haïti
Fax : +509 228 2772
Formule d'appel : Monsieur le Président

Premier ministre :

Jacques-Édouard Alexis
Ministère de l'Intérieur
Villa d'Accueil
Delmas 60, Musseau , Port-au-Prince, Haïti
Fax : + 509 298 3900
Formule d'appel : Monsieur le Premier ministre

Ministre de la Justice et de la Sécurité publique :

René Magloire
Ministre de la Justice et de la Sécurité Publique
Ministère de la Justice
19 Avenue Charles Summer,
Port-au-Prince, Haïti
Fax : + 509 245 0474 (demandez la ligne du fax)
Formule d'appel : Monsieur le Ministre

n centrale de la police judiciaire (DCPJ). Cependant
du des informations indiquant que les enquêteurs ne
trouver Pierre-Antoine Lovinsky.

Informations générales

Diplômé de psychologie de l'université d'État d'Haïti, Pierre-Antoine Lovinsky s'est spécialisé en psychologie de l'enfant à Montréal, au Canada Il s'est investi pendant plusieurs années dans divers mouvements associatifs, travaillant essentiellement avec des enfants. Au début des années 1990, il a été co-fondateur de la Fondation pour le soutien des enfants (*Fondasyon Kore Timoun Yo*) qui aide les enfants des rues à Port-au-Prince, et d'un Foyer pour mères adolescentes.

En février 1995, il a participé à la mise en œuvre d'un projet de réadaptation des victimes de violations des droits humains, le Mouvement d'appui aux victimes de violence organisée, MAPVIV qui en créole signifie « *Je vis* ». Le MAPVIV propose une approche multidimensionnelle pour la réadaptation des victimes du coup d'État militaire, apportant essentiellement une aide psychologique et médicale, une assistance à ceux qui cherchent à obtenir justice et une réinsertion socioéconomique dans les communautés.

Sous la dernière présidence de Jean-Bertrand Aristide, il a été nommé coordonnateur général de l'Office national pour la migration, poste qu'il a occupé jusqu'en février 2004. Il s'est exilé après le renversement de Jean-Bertrand Aristide en février 2004 et l'entrée en fonction du gouvernement de transition, et a regagné le pays en février 2006, à la suite de l'élection du président René Garcia Préval.

Objectifs de l'appel

Obtenir que soit déterminé le sort de Pierre-Antoine Lovinsky et que les responsables présumés de son enlèvement soient traduits en justice.

Calendrier

Cette action débutera le 28 janvier et se poursuivra jusqu'au 30 avril. Cet appel fera l'objet de mises à jour si des informations pertinentes parviennent à Amnesty International ou si une poursuite de l'action est jugée nécessaire.

**AMNESTY
INTERNATIONAL**



Amnesty International est un mouvement mondial regroupant 2,2 millions de personnes dans plus de 150 pays et territoires, qui luttent pour mettre fin aux graves atteintes aux droits humains.

La vision d'Amnesty International est celle d'un monde où chacun peut se prévaloir de tous les droits énoncés dans la Déclaration universelle des droits de l'homme et dans d'autres instruments internationaux relatifs aux droits humains.

Essentiellement financée par ses membres et les dons de particuliers, Amnesty International est indépendante de tout gouvernement, de toute tendance politique, de toute puissance économique et de toute croyance religieuse.